

## GEL DES POSTES = CASSE DES SERVICES PUBLICS



Après la précarité organisée des collègues contractuels qui se voient proposer des contrats de 2 mois en 2 mois et qui apprennent leur reconduction à la dernière minute, le département fait le choix politique de geler les postes. L'administration demande toujours plus de justifications pour chaque recrutement. Cette technique permet de cacher le gel des postes.

### Des services désorganisés et des équipes épuisées

Le gel des postes provoque une **surcharge de travail chronique**.

Moins d'agent·es, c'est plus de tâches, plus de pression, plus d'urgences à gérer... sans moyens supplémentaires, mais avec toujours plus d'exigences.

Le département organise l'**épuisement professionnel** :

- en ne remplaçant pas les départs,
- en laissant des postes vacants pendant des mois,
- en imposant des réorganisations permanentes en invoquant par la "rationalisation" et la "maîtrise des coûts",
- en transformant les agent·es en variables d'ajustement budgétaire.

**Les services publics ne sont pas une marchandise et ne peuvent être gérés, organisés et pensés comme tel.**

**NOUS NE SUBIRONS PAS LES CONSEQUENCES DES CHOIX POLITIQUES ET BUDGETAIRES DU DEPARTEMENT ET DU GOUVERNEMENT**

## Un service public entravé

Un service public de qualité nécessite du temps, des compétences et des effectifs. Respecter les usager·es, c'est donner aux agent·es les moyens de faire leur travail.

**Sans moyen humain, il n'y a ni qualité, ni égalité de traitement.**



## LA CGT REVENDIQUE IMMÉDIATEMENT :

- La levée du gel des postes
- Des créations de postes à hauteur des besoins
- Des délais de recrutement plus courts
- Le remplacement systématique des absences
- Des moyens humains pour un service public de qualité